



Prise de parole intersyndicale pour le premier mai

Ce 1er mai est pour nous, organisations syndicales de salariés et de travailleurs en formation, l'occasion d'affirmer notre solidarité internationaliste avec tous les travailleurs qui, partout dans le monde, se mobilisent, parfois dans des conditions extrêmement difficiles, pour faire entendre leurs revendications, leurs exigences pour la paix, le progrès social, pour vivre dignement.

Nous affirmons notre solidarité à l'égard de tous les syndicalistes confrontés à la répression du simple fait qu'ils combattent et se lèvent pour l'émancipation des travailleurs, pour plus de justice sociale, contre l'exploitation.

Nous avons en particulier une pensée pour notre camarade Élie Domota, syndicaliste guadeloupéen en butte constante à la répression de l'appareil d'état colonial.

Depuis plusieurs mois, avec détermination, souvent dans l'unité, les salariés du privé comme du public, retraités, étudiants et lycéens, se dressent contre la politique antisociale du gouvernement.

Ainsi, dans la dernière période et pour ne citer qu'eux, enseignants et parents d'élèves se mobilisent contre la destruction de l'école ; les salariés de la DGFIP contre la destruction/privatisation de l'administration des finances publiques ; les étudiants et lycéens contre les contre-réformes qui accentuent la sélection, y compris financière ; les fonctionnaires hospitaliers contre la destruction de l'hôpital ; les salariés portent, notamment, dans de nombreuses entreprises l'urgence d'augmentation véritable de salaire ainsi que de meilleures conditions de travail ; les retraités pour leur pouvoir d'achat, contre l'augmentation de la CSG...

Les salariés, les jeunes se mobilisent contre les destructions de l'environnement et le réchauffement climatique conséquences de la recherche du profit maximum, comme ils se mobilisent contre la volonté de destruction de nos acquis sociaux et des services publics.

Depuis des mois, semaine après semaine, les gilets jaunes expriment des revendications qui pour beaucoup, recourent celles que nos organisations syndicales portent. Leur mobilisation est elle aussi l'expression du refus de la politique gouvernementale d'austérité et de casse des conquêtes sociales.

Face à ces mobilisations, Macron et ses ministres déploient la répression policière et font voter une loi qui remet gravement en cause le droit de manifester ! Discrédités, affolés par une crise qui s'approfondit, par une révolte qu'ils ne parviennent pas à briser, à faire refluer, ils cherchent à nous terroriser.

C'est pourquoi nous réaffirmons aussi notre solidarité inconditionnelle avec tous ceux qui ces derniers mois ont subi cette répression simplement parce qu'ils ont voulu revendi-

quer, entre autres, la possibilité de « boucler leurs fins de mois », de vivre dans la dignité. Nous exigeons l'abandon de toutes les poursuites judiciaires engagées contre eux et la réparation des préjudices subis.

Face à ces mobilisations, la réponse du gouvernement est le mépris, la mise en place d'un « grand débat, » marchepied publicitaire avec les élections européennes en ligne de mire au Président des riches pour tenter de nous vendre sa politique.

Macron a annoncé qu'il entend poursuivre, coûte que coûte, sa politique destructrice au compte du capital.

Il veut continuer à détricoter tous nos acquis sociaux, en particulier en s'attaquant aux services publics, garants de l'égalité des droits, et notamment la santé et l'enseignement, et en voulant détruire l'ensemble de nos régimes de retraite.

Quand il fait les poches des salariés, parallèlement, il continue d'arroser le patronat de cadeaux, par dizaines de milliards

Pour nos organisations syndicales, l'urgence est d'organiser le combat pour faire cesser cette politique, pour imposer la satisfaction de nos revendications :

- Abrogation de la loi « anti-casseurs » et fin de toutes les poursuites judiciaires
- Revalorisation des salaires du privé et du public, des minima sociaux et des pensions,
- Retrait du projet de réforme des retraites
- Arrêt des suppressions d'emploi et de la fermeture des services publics, développement de services publics de qualité sur tout le territoire
- Des emplois de qualité, en CDI ou sous statut pour combattre l'emploi précaire et sous-payé !
- Abrogation de la loi Travail et des ordonnances, destructrices du droit syndical dans l'entreprise
- Reconquête d'une sécurité sociale assise sur les cotisations sociales
- Permettre la réussite de tous les travailleurs en formation et l'accès à un haut niveau de qualification à tous, à un enseignement gratuit et sans restriction de nationalité.

Dès aujourd'hui, construisons le rapport de force dans l'unité d'action la plus large.

Rassemblons-nous dans les ateliers, les bureaux, les organismes, les établissements, les amphithéâtres, pour établir en commun les revendications et décider des initiatives à prendre pour bloquer l'outil de travail !

Vive le premier mai, journée de revendications et de solidarité internationale,

Vivent nos organisations syndicales